

Les députés européens se positionnent contre le pass vert sanitaire - Conférence de presse du 28 octobre 2021 à Bruxelles

Transcription et traduction par Quadrillage Traduction

Cristian TERHES *Roumanie*

Déjà en ligne. Tout va bien. Cool. Eh bien, merci beaucoup d'être à nouveau ici avec nous. Une semaine s'est écoulée depuis la dernière conférence que nous avons tenue à Strasbourg, où nous avons fait part de nos profondes inquiétudes quant à ce qui était prévu au Parlement, en particulier la décision du Bureau des dirigeants du Parlement de priver pratiquement tout le personnel, nos assistants et nous-mêmes en tant qu'élus directs par les citoyens européens, toutes ces personnes vont être privées de leurs droits fondamentaux, le droit de travailler, le droit de décider ce qu'elles veulent faire de leur propre corps. Et néanmoins, dans notre cas, le droit que nous avons et les immunités parlementaires que nous avons en tant qu'élus par le peuple de ne pas être influencés de quelque manière que ce soit lorsque nous accomplissons notre mandat. Donc chacun d'entre nous qui sommes présents ici et beaucoup d'entre nous sont à la maison pour nous soutenir, nous avons cette situation de pandémie, beaucoup d'entre nous à cause de toutes ces mesures sont à la maison, mais ils sont tous derrière nous. Nous sommes donc à nouveau ici aujourd'hui pour exprimer exactement ce qui s'est passé. Chacun d'entre nous va présenter de son point de vue ce qui s'est passé au cours de cette semaine au Parlement, et quel est le plan en cours. J'ai à ma gauche, ma collègue d'Italie, Francesca Donato, ma collègue d'Allemagne, Christine Anderson, une autre collègue du groupe similaire. Et à ma droite, j'ai mon collègue de Croatie, Ivan SINCIC. Et une autre collègue de Croatie, KOULOKTSIC;. Est-ce correct? Oui, en fait c'est Mislav KOLAKUSIC;. Je sais que c'est difficile avec tous ces noms, mais ce qui est amusant c'est que nous sommes du même côté, venant de pays différents, et nous soutenons exactement la même chose, le respect des droits fondamentaux de chaque personne travaillant pour le Parlement et de chaque citoyen européen. Donc, sans plus attendre, j'aimerais que ma collègue Christine Anderson prenne la parole.

Christine Anderson : *Allemagne*

Oui, bonjour. Tout d'abord, merci beaucoup à tous ceux d'entre vous qui se sont donné beaucoup de mal pour nous exprimer leur soutien dans une quantité écrasante de courriels. Merci beaucoup. Nous faisons cela pour vous. Dans toute l'Europe, les gouvernements ont fait des efforts considérables pour que les gens soient vaccinés. On nous a promis que les vaccinations allaient changer la donne et restaurer notre liberté. Il s'avère que rien de tout cela n'était vrai. Le vaccin ne vous rend pas immunisé. Vous pouvez toujours contracter le virus et vous pouvez toujours être contagieux. La seule chose que ce vaccin a fait à coup sûr, c'est de

déverser des milliards et des milliards de dollars dans les poches des entreprises pharmaceutiques. J'ai voté contre le certificat vert numérique en avril dernier. Malheureusement, il a été adopté malgré tout, ce qui montre bien qu'il n'y a qu'une minorité de députés européens qui défendent vraiment les valeurs européennes. La majorité des députés européens, pour des raisons que je ne connais pas, soutiennent manifestement l'oppression du peuple tout en prétendant sans vergogne le faire pour le bien du peuple. Mais ce n'est pas le but qui rend un système oppressif, ce sont toujours les méthodes par lesquelles le but est poursuivi. Chaque fois qu'un gouvernement prétend avoir à cœur l'intérêt du peuple, il faut y réfléchir à deux fois. Dans toute l'histoire de l'humanité, il n'y a jamais eu d'élite politique sincèrement préoccupée par le bien-être des gens ordinaires. Qu'est-ce qui nous fait croire que c'est différent aujourd'hui ? Si le siècle des Lumières a apporté quelque chose, c'est certainement ceci : ne prenez jamais pour argent comptant ce qu'un gouvernement vous dit. Remettez toujours en question tout ce qu'un gouvernement fait, ou ne fait pas. Cherchez toujours les arrière-pensées et demandez toujours *Cui Bono* à qui cela profite. Lorsqu'une élite politique fait pression à ce point et recourt à l'extorsion et à la manipulation pour arriver à ses fins, vous pouvez presque toujours être sûr que votre intérêt n'est certainement pas celui qu'elle avait à cœur. En ce qui me concerne, je ne me ferai pas vacciner avec quoi que ce soit qui n'a pas été correctement examiné et testé et qui n'a pas montré de preuves scientifiques solides que les avantages l'emportent sur la maladie elle-même, ni sur les effets secondaires à long terme, dont nous ne savons rien à ce jour. Je ne serai pas réduite à un simple cobaye en me faisant vacciner avec un médicament expérimental. Et je ne me ferai certainement pas vacciner parce que mon gouvernement me le demande et me promet qu'en échange, il me donnera la liberté. Soyons clairs sur un point : PERSONNE NE M'ACCORDE LA LIBERTÉ puisque JE SUIS UNE PERSONNE LIBRE. J'ose donc prendre le risque que la Commission européenne et le gouvernement allemand me jettent en prison, m'enferment et jettent la clé si ça leur chante. Mais vous ne pourrez jamais me contraindre à me faire vacciner si le citoyen libre que je suis choisit de ne pas se faire vacciner. Enfin, je voudrais que vous réfléchissiez à cette question. L'utilisation obligatoire du certificat vert numérique porte atteinte à tout ce que les Européens défendent. Elle viole les droits fondamentaux garantis par la Constitution et constitue le premier pas vers l'insupportable système de crédit social chinois. Je ne tolérerai jamais cela. Je ne supporterai jamais cela. Merci.

Francesca DONATO : *Italie*

Merci.

Merci, Christine. Je suis d'accord avec presque tout ce que vous avez dit, mais ce que je veux ajouter ici, c'est que ce dont nous discutons aujourd'hui et ce qui devrait nous inquiéter n'est pas une question d'être pour ou contre les vaccins Covid. La question aujourd'hui est de savoir si nous sommes censés laisser les citoyens européens sans la sauvegarde de leurs droits fondamentaux et précisément le droit d'avoir un emploi, d'être traité de manière égale par les institutions sans aucune discrimination et le droit de protéger l'intégrité de leur corps en choisissant une liberté complète, celle d'accepter ou non un traitement sanitaire. Tous les citoyens doivent être libres de choisir les risques qu'ils veulent courir pour leur propre santé et ceux qu'ils ne sont pas prêts à affronter. L'obligation de faire fonctionner les certificats Covid n'est qu'une extorsion du consentement à un choix personnel sur son propre corps et viole les droits de l'homme tels qu'ils sont inscrits dans la charte européenne et dans de nombreuses lois de l'UE. Nous sommes ici pour appeler au respect des valeurs fondamentales européennes et

de la liberté, à la non-discrimination, et à la dignité humaine. Si nous acceptons le mandat d'un certificat numérique pour l'exercice de nos droits fondamentaux, nous ne bénéficierons plus de ces droits en tant qu'êtres humains, mais nous serons soumis à l'autorisation de certaines autorités pour vivre notre vie en liberté. Est-ce là le modèle de société dans lequel nous voulons vivre ? Est-ce là l'Europe que nous avons été élus pour représenter ? Les droits de l'homme sont-ils facultatifs selon nos valeurs fondamentales ? Ma réponse est NON, NON, NON !! Nous avons reçu notre mandat directement des citoyens européens et nous leur devons un respect total avant tout autre sujet privé ou public. Personne, aucune instance n'est légitimée à nous empêcher d'exercer notre mandat sauf si nous commettons un crime et que le Parlement tout entier décide de révoquer l'immunité diplomatique que les traités nous accordent. Le Bureau du Parlement ne peut pas violer les garanties de nos députés pour quelque raison que ce soit, et il ne peut pas non plus restreindre les droits des travailleurs européens. Nous défendrons nos droits et vos droits par tous les moyens, qu'ils soient juridiques, politiques ou physiques. L'heure n'est plus à la peur et à l'hésitation. Aujourd'hui, il est grand temps d'être courageux et unis. C'est ce que nous sommes. Merci,

Ivan SINCIC *Croatie*

Merci beaucoup, mes chers collègues. Cette semaine encore, nous sommes ici pour dire non à la discrimination et non à la ségrégation. Nous sommes ici pour défendre les droits fondamentaux et les droits de l'homme. Je vais le répéter. Le certificat vert numérique est illogique, il n'est pas scientifique et il est inutile pour résoudre cette crise. Au contraire, il donne aux personnes qui le portent un faux sentiment de sécurité, qu'elles ne peuvent pas être infectées elles-mêmes ou infecter les autres. De plus en plus de données scientifiques et d'expériences quotidiennes le confirment. La DGC ne concerne pas ici notre santé. Il s'agit de politique. Il s'agit de droits. Partout en Europe, des politiques ont été mises en place qui ont volé la vie normale des gens. Les gouvernements font de plus en plus de chantage aux citoyens. Le gouvernement croate admet ouvertement que les DGC ne sont qu'une pression supplémentaire sur ceux qui ne veulent pas se faire vacciner pour une raison quelconque. Vous ne pouvez pas avoir une vie normale si vous ne vous n'avez pas de DGC. Vous ne pouvez pas avoir vos libertés si vous ne vous n'avez pas de DGC. D'un autre côté, les personnes en bonne santé sont privées de leurs libertés et de leurs droits constitutionnels. Ils ne vont pas arrêter, mes amis. Il faut les arrêter. Cela ne va pas s'arrêter tout seul. Cela va s'étendre. Cela viendra à votre porte. Il fera chanter votre vie, chaque partie de votre vie. C'est pourquoi nous disons continuellement non. Nous avons nos droits inaliénables. Cela signifie que personne ne peut nous les enlever. Nous avons des documents internationaux tels que la Convention d'Oviedo, le Code de Nuremberg, les résolutions des Conseils de l'Europe, ou divers types, les conventions de bioéthique, etc. Ces documents ne signifient-ils plus rien ? N'ont-ils pas été, au moins pour certains d'entre eux, ratifiés par notre Parlement ? N'ont-ils pas été un standard immuable ? Depuis des décennies ? Bien sûr que si. Et les constitutions nationales ? N'ont-elles pas plus de valeurs ? Si, elles en ont. Et nous avons même des décisions de cours constitutionnelles en Europe qui montrent que tout cela est mauvais et que les libertés ne peuvent pas être supprimées et que les amendes qui ont été imposées aux citoyens qui voulaient simplement être libérés de la nature obligatoire de tout cela, que ces amendes doivent être supprimées et que l'argent doit être rendu à ces citoyens.

Ces documents et normes que j'ai mentionnés sont toujours en vigueur. Ils n'ont pas été retirés du pouvoir simplement parce qu'un gouvernement a fait pression avec une politique différente. Ils sont toujours en vigueur et ils le seront toujours. Et nous nous battons pour ces normes et documents, et nous les invoquons. Une autre norme que nous avons est que les citoyens européens ont le droit de choisir leur propre thérapie pour n'importe quelle maladie, y compris le Covid 19. Ils ont le droit, en consultation avec leur médecin, avec leur médecin de famille, de faire les meilleurs choix pour leur santé. Qu'il s'agisse d'un vaccin ou d'un traitement, ou de tout ce qui sera inventé. C'est votre propre choix en tant que patient. Aucun gouvernement ne peut vous contraindre à choisir un certain type de produit médical. Le certificat vert numérique est un problème européen. Ce n'est pas seulement un problème de l'Italie ou de la Lituanie ou du Parlement européen maintenant, le bâtiment du Parlement européen. C'est un problème européen. C'est un problème commun. Ce n'est pas le problème d'un seul pays européen. C'est un problème qui nous concerne tous. Cela ne sera pas limité, comme je l'ai dit, à un seul pays, cela viendra à votre porte. Et plus tôt nous dirons non, plus fort sera le message que nous enverrons. J'appelle tous les peuples libres d'Europe à résister à la DGC partout où ils le peuvent. Lutte pour vos droits.

Merci;

Cristian TERHES :

Nous avons été élus par le peuple. C'est ce que dit le Traité. Mais nous ne devons pas oublier que nous sommes élus ici POUR les gens. Nous devons avoir à l'esprit le meilleur intérêt des gens, parce que c'est la raison pour laquelle ils nous ont élus ici au Parlement européen. Tous ces dirigeants du Parlement européen aiment se féliciter eux-mêmes, chaque fois qu'ils vont en conférence de presse pour dire que c'est l'institution la plus démocratique de l'Union européenne. La question qu'il faut leur poser est la suivante : est-ce vraiment le cas ? Avez-vous dit à ces personnes au Parlement européen quand vous avez décidé de supprimer leurs droits fondamentaux, pourquoi vous l'avez fait ? Vous voyez, nous avons tous ces traités, comme l'a dit mon collègue, selon lesquels aucun traitement médical ne doit vous être imposé à moins que vous n'en décidiez librement et en connaissance de cause. Maintenant, il est clair que ce qu'ils font maintenant pour conditionner les acteurs du Parlement, pour avoir ce certificat vert, viole la liberté des gens de choisir avec quoi ils veulent être vaccinés ou testés ? Mais il y a l'autre aspect, et la question que j'ai adressée non seulement à vous, au Parlement, mais à chaque citoyen européen, de demander à votre propre gouvernement. Avez-vous été correctement informés de ce qui se passe ? Parce que nous avons eu beaucoup de débats au début de cette année au Parlement où nous avons demandé un accès complet au contrat signé entre ces sociétés qui produisent les vaccins et l'Union européenne. Et je cite un article d'EUROACTIV qui dit ce qui suit, article du 22 janvier 2021 qui dit ce qui suit : " le contrat signé entre l'entreprise pharmaceutique et la Commission européenne en novembre 2020 a été mis à disposition mardi dans un format rédigé après que l'entreprise ait accepté d'ouvrir le contrat à l'examen ". Quoi ? Quoi ? Vous imposez donc un produit médical aux citoyens européens. Nous avons découvert qu'ils savaient ce qu'il y a dans ce contrat, pas seulement eux, mais nous, nous ne le savons pas. Donc après beaucoup de pression au Parlement, comme le dit l'article, ces contrats ont été divulgués à nous et au public. Et je veux vous montrer certaines de ces pages. Et vous me direz s'il est acceptable que les citoyens européens soient exposés à cette situation où ils ne peuvent

pas venir travailler, où ils ne peuvent pas entrer dans un magasin, où ils ne peuvent pas aller à l'école avec leurs enfants, où ils ne peuvent pas se déplacer librement d'un pays à l'autre à moins d'être vaccinés avec l'un de ces produits. Voilà donc les contrats qui ont été divulgués par la Commission avec l'approbation de l'entreprise. C'est du jamais vu. Et je vais juste vous montrer les pages. Ce sont les pages, vous voyez. (Les articles des pages sont entièrement noircies, ndlr).

Rires du public.

Ils appellent ça la transparence de nos jours...

C'est donc le principe fondamental de la démocratie. Je vous demande, les gars, est-ce de la transparence ? Est-ce que vous voyez quelque chose ? Parce que nous ne voyons rien ! L'argent des citoyens européens a été donné par Ursula von Der Leyen à ces entreprises. Que s'est-il passé avec cet argent ? Où est-il? Pourquoi ne sont-ils pas disponibles pour le peuple et totalement transparents ? Pour que nous sachions tous ce qui se passe. La différence entre la tyrannie et la démocratie est très simple : lorsque le gouvernement sait tout sur vous, c'est la tyrannie. Je sais ce que c'est que de vivre dans la tyrannie. Quand vous savez tout sur votre gouvernement, c'est la démocratie. C'est pourquoi nous sommes en train de faire l'éloge de cette institution. C'est l'institution la plus démocratique de l'Union européenne et même nous, les députés, élus directement par le peuple, pour le peuple, nous n'avons pas été en mesure de voir dans ce contrat. Donc comme nous l'avons dit la semaine dernière, nous sommes là pour vous et nous nous battons pour vous. Je sais que beaucoup d'entre vous luttent dans toute l'Europe et que beaucoup d'entre vous travaillant pour les institutions européennes luttent en ce moment. Mais un ancien président américain a dit que *la liberté était à une génération de l'extinction*. Nous vivons ce genre de moment maintenant, et c'est notre devoir et notre appel à combattre la liberté. Merci.

Eamonn KELLY République d'Irlande

Mon nom est Eamonn Kelly. Je suis l'attaché de presse pour aujourd'hui. Je demande à tous les journalistes ici présents, et seulement aux journalistes, s'il vous plaît, car c'est une conférence de presse, de lever la main. Dites-moi votre nom, votre organisation médiatique, et je prendrai une question. Donc tous les journalistes présents ici, pouvez-vous s'il vous plaît lever la main ? De la bonne volonté, s'il vous plaît.

Journaliste 1 :

(Présentation inaudible). Il est clair qu'autour du passeport vert dans toute l'Europe, d'accord, il est clair que vous n'en voulez pas. Avez-vous une idée d'une alternative que vous voulez proposer, ou pensez-vous que nous devrions juste faire comme si rien ne se passait et vivre notre vie normalement et en ce qui concerne l'obligation de vaccination, le pass vert est aussi un test pour être testé. Vous n'êtes pas obligé de vous faire vacciner. Vous pouvez vous faire tester, notamment au Parlement européen où vous avez le privilège d'avoir des tests gratuits, ce que d'autres personnes n'ont pas, ne pensez-vous pas que ce serait une alternative pour vous de passer un test ? Merci.

Francesca DONATO :

Merci. Eh bien, le fait est qu'il n'est pas vrai que dans toute l'Europe nous avons des certificats Covid exigés pour exercer notre liberté. Le certificat Covid a été introduit par ce Parlement juste pour favoriser la libre circulation entre les Etats membres au moment où les frontières étaient fermées à cause de la propagation de la pandémie. Et c'est la raison pour laquelle le Parlement a voté cette mesure avec la garantie de ne permettre aucune discrimination entre les citoyens et surtout pour les citoyens non vaccinés. Ce que nous voyons aujourd'hui est un abus de ce certificat, une distorsion de son objectif initial. Et l'alternative est de laisser les gens libres d'exercer leurs droits, leurs droits à la libre circulation, le droit au travail, le droit de vivre une vie pleine et entière dans la dignité, parce que les tests sont un traitement médical et nous ne pouvons pas être forcés même à faire des tests toutes les 48 heures, parce qu'imposer des tests seulement aux personnes non vaccinées est juste une discrimination parce que cela introduit une sorte de présomption, une présomption absolue d'être infectieux pour les personnes qui ne sont pas vaccinées, ce qui est totalement infondé du point de vue scientifique, parce que les personnes non vaccinées sont très souvent immunisées contre le Covid pour la guérison ou en tout cas, sont des personnes saines, parfaitement saines. Et le risque d'être infecté n'est pas lié au fait d'être vacciné ou non. Donc il n'y a aucune base légale ou scientifique pour cette mesure.

Eamonn KELLY :

Merci beaucoup. Puis-je avoir d'autres journalistes ici avec des questions, s'il vous plaît ? Eh bien, puis-je demander au journaliste en ligne là-bas de l'ANSA de lever la main et de poser une question.

Cristian TERHES

Oui, je vois qu'il y a une question de Laura ZORMOZA. Je vais lire la question à haute voix. "Je me demandais si les intervenants prévoient une action contre le Parlement européen ou quelles sont les prochaines étapes pour ce groupe ? "

Nous avons déjà eu deux conférences de presse et je dirais que ce n'est que le début de ce qui va arriver. Et comme nous l'avons dit aujourd'hui, nous utiliserons tous les outils démocratiques disponibles pour lutter pour les droits de chacun. Néanmoins, nous ne devons jamais oublier que nous sommes censés vivre dans une Union européenne où la liberté doit être considérée comme un droit fondamental et inaliénable. Personne ne devrait négocier sur nos libertés. Et nous en sommes à un point où même dans cette maison, au Parlement européen, un petit groupe de personnes a décidé unilatéralement que les députés, nos assistants et les employés du Parlement, beaucoup d'entre eux travaillent pour ces institutions, pour ces institutions depuis des décennies. Mais malheureusement, beaucoup d'entre eux ont des problèmes de santé. Et je veux lire ce qu'une personne travaillant pour le Parlement m'a envoyé, et je pense que beaucoup d'Européens peuvent ressentir la douleur de cette personne. Cette personne nous a écrit et nous a dit : "*Je vous écris parce qu'on m'a reconnu une grave maladie neurodégénérative. Pour cela, j'ai évité de me faire vacciner. Je ne souhaite pas que ma maladie s'aggrave et que je perde mon fragile équilibre de santé que j'ai à peine atteint jusqu'à présent. Selon la communication du Secrétaire Général du Parlement européen envoyée hier, je devrais être testé une à deux fois par semaine avec toutes les conséquences liées à la détresse. Ont-ils pensé au fait que des personnes comme moi, désireuses de travailler, d'être actives, se découragent et s'épuisent devant les complications d'un laissez-passer vert ?*" Nous passons

toutes ces résolutions en plénière où nous reconnaissons tous les droits des personnes qui sont malades, qui ont différents handicaps. Beaucoup d'entre eux travaillent pour cette maison. Ils veulent servir les citoyens. Donc ce qui a été imposé hier ici, cela affecte leur droit fondamental. Donc, pour répéter ce que j'ai dit, nous ferons TOUT ce qu'il faut pour nous battre pour la liberté de chaque citoyen européen.

Eamonn KELLY

Merci beaucoup. Je voudrais demander à Pietro de l'ANSA, l'agence italienne. Vous avez la main levée. Si vous pouvez essayer de faire fonctionner votre micro, nous serons heureux d'entendre votre accent transalpin. Essayez juste ce micro...

Pouvez-vous appuyer sur le bouton "parler" et ne soyez pas timide.

Pietro (Journaliste 2)

Vous m'entendez maintenant ? Ok. Bonjour à tous. Une question très rapide. Vous avez parlé du personnel du Parlement européen, et je me demandais si vous avez un contact direct avec l'une des organisations ou l'Union et si vous avez une idée des personnes qui pourraient être affectées par cette décision ?

Cristian TERHES

Je peux répondre rapidement à cette question. Oui. Nous avons été contactés par de nombreux syndicats du personnel, et il y a de nombreuses discussions entre les membres du personnel, et nous verrons comment cela va évoluer. Mais je dois vous dire que les gens sont très inquiets, les personnes en bonne santé ou celles qui ont certains problèmes de santé sont toutes inquiètes parce que ce mandat conditionne leur droit fondamental au travail. Ils réalisent, ok, nous acceptons cela maintenant. Mais où cela va-t-il s'arrêter ? Que vont-ils nous imposer ensuite ? Nous venons de recevoir un message de quelqu'un qui a dit que même les grands-parents et les parents ne pourront pas amener leurs enfants dans un jardin d'enfants que nous avons ici près de chez nous, à moins qu'ils n'aient un certificat vert. Ainsi, même dans le cadre de la loi belge, ces règles ne sont pas appliquées pour une raison ou une autre. Le Parlement européen veut donner l'exemple d'une institution totalitaire à ses employés.

(inaudible)

Exactement.

Eamonn Kelly

Bien. Y a-t-il d'autres journalistes présents ici ? D'autres questions en ligne, s'il vous plaît ?

Ok. Merci beaucoup à tous d'être venus. Juste un dernier commentaire de la part de Madame...

Christine ANDERSON

J'aimerais également faire un commentaire sur la question du collègue italien. Vous vous posiez la question à savoir si les tests n'étaient pas un problème, si nous pouvions le faire. Je m'oppose fermement à cette idée car vous devez certainement reconnaître que le fait de tester les personnes non vaccinées n'est qu'un moyen de faire pression sur ces personnes pour qu'elles se fassent finalement vacciner. Cela n'a aucun sens, puisque, comme je l'ai souligné, même les

personnes vaccinées seront infectieuses. Donc, si vous êtes vraiment soucieux d'arrêter la propagation de ce virus, alors vous devez tester toutes les personnes, point final. C'est pourquoi les tests sont inacceptables. Merci.

Eamonn KELLY

Désolé. D'autres questions ? Eh bien, c'est seulement pour les journalistes, s'il vous plaît. Donc je suis désolé pour ça. Il n'y a personne d'autre en ligne. Et je voudrais remercier tout le monde d'être venu, tous les journalistes qui sont venus et nos courageux députés européens qui ont pris position, qui veulent être des gens libres dans un pays libre. Merci beaucoup à tous. Et bonne continuation.